

« Le pouvoir, c'est vous ! »

Par Christophe Ventura (novembre 2014)

Plus rien ne semble avoir de prise sur rien. Nos sociétés dites « avancées », notamment en Europe, semblent vivre un état de sidération politique et sociale. Jamais le rejet du pouvoir et de la représentation politiques, jugés aussi incompétents que corrompus, n'a été aussi puissant dans la société. Dans le même temps, jamais ce rejet, et plus largement celui des injustices globales produites par notre système politique et économique, n'a trouvé aussi peu de traductions positives et solidaires.

Au sein de la composante transformatrice¹ des mouvements de contestation organisés et localement actifs, une remise en cause radicale de la société s'affirme qui emprunte aux traditions libertaires et écologistes. Dans un même mouvement, il s'agit, pour les acteurs de cette sensibilité, de dénoncer le capitalisme et le pouvoir politique comme les deux faces de la même oppression contre les individus et la société. Cette critique n'épargne pas les formes d'organisation et les options stratégiques traditionnelles du mouvement ouvrier qui reposent, elles, sur le principe de conquête du pouvoir politique et de l'Etat pour transformer l'économie et la société. Quant à eux, jamais les héritiers de ce mouvement historique ne se sont sentis si démunis face au basculement de la société.

Dans ce contexte, plusieurs questions traversent « la gauche » et les mouvements sociaux contestataires : refonder notre vie publique et démocratique constitue-t-il une priorité ? Le pouvoir politique - nous parlons ici d'un pouvoir identifié et contrôlé comme condition - demeure-t-il une composante essentielle de la démocratie ? Formuler cette affirmation ne revient-il pas, in fine, à légitimer un système - la politique, la représentation, les

¹ Le mouvement de contestation générale actuel s'incarne également dans une composante conservatrice et radicale dont la montée en puissance est constante. Sur ce sujet, lire Gaël Brustier, *Le Mai 68 conservateur. – Que restera-t-il de la Manif pour tous ?*, Les Editions du Cerf, Paris, 2014.

partis, les élections - qui, au minimum, déçoit, au pire trahit et révèle son impuissance comme son immoralité consubstantielle ? Allons même plus loin : reste-il pertinent de défendre que la démocratie, bien que constituant un régime ambivalent capable de servir tout à la fois les intérêts des dominants et, plus rarement, ceux des plus fragiles, représente le seul obstacle tangible à l'accumulation prédatrice du capital financier ? D'affirmer que la loi du nombre est la seule à même de s'imposer aux puissances de l'argent ?

Ces questions - qui ne les entend pas régulièrement ? - ne sauraient être balayées d'un revers de la main. Il faut dire que dans nos pays européens - ce n'est pas le cas partout, notamment en Amérique latine -, plus rien ne plaide en faveur de la politique des partis² et des systèmes politiques en général. Les charges sont lourdes et les circonstances atténuantes peu identifiables. La collusion coupable et désormais consommée entre le pouvoir politique et le pouvoir économique et financier (nous n'oublions pas le pouvoir médiatique) est responsable d'une nausée démocratique dont l'une des manifestations lourdes est le rejet massif, dans toutes les couches de la société, de classes politiques corrompues par cette fusion. Dans la dernière période, celles et ceux dont la fonction est de « représenter » les intérêts et les demandes de la société au sein des institutions de l'Etat sont clairement identifiés comme l'agent par lequel sont imposées les thérapies de choc austéritaires contre « la crise ». Désinvestie de toute légitimité par les populations, honnie lorsqu'elle exige cyniquement des sacrifices quotidiens à des majorités d'individus tout en favorisant l'enrichissement inouï des oligarchies³ et celui de ses propres membres par corruption

² Ce sont leurs appareils qui sont ici visés plutôt que leurs militants.

³ En 2014, l'ONG internationale Oxfam a calculé que 85 individus dans le monde détenaient autant que la moitié des plus pauvres de la planète. Considérant que « *les inégalités extrêmes corrompent la politique et freinent la croissance économique* », que ces « *inégalités économiques extrêmes ont explosé dans le monde ces 30 dernières années, jusqu'à représenter l'un des plus grands défis économiques, sociaux et politiques de notre époque* », l'organisation dévoile l'impensable: « *Depuis la crise financière, le nombre de milliardaires a plus que doublé et s'élève désormais à 1 645 personnes* ». Lire « A égalité ! Il est temps de mettre

passive ou active, la classe politique fait quotidiennement la démonstration ruineuse de l'abdication de toute autonomie du « politique » face au pouvoir financier.

Cette juste perception choque très profondément les populations, notamment celles nées à partir des années 1970/1980. Toujours plus éduquées - comme jamais elles ne le furent auparavant dans nos pays -, elles sont également toujours moins promptes à adhérer à de grands récits idéologiques et organisationnels collectifs. Seule la cause environnementale et climatique - indissociable de la question de la justice sociale et démocratique - pourra démentir ce processus.

Pour corser le problème, les partis prônant des stratégies révolutionnaires de rupture avec le capitalisme n'incarnent plus, dans le cycle historique en cours, la contestation du système et ne suscitent plus l'adhésion des masses populaires. Celles-ci existent bel et bien sur le plan socio-économique mais elles sont fragmentées, dissociées, individualisées, ballotées entre des rêves vaporeux d'ascension et des processus concrets de rétrogradation sociales. Et, pour tout dire, elles sont largement en concurrence dans un contexte de chômage de masse et de précarisation accrue du salariat qui favorise la montée des forces d'extrême-droite.

Nausée démocratique, rejet de la représentation politique et des partis de régime, amenuisement des flammes rougeoyantes sorties des forges du capitalisme industriel : plus rien ne semble justifier un engouement pour la construction d'un « nous » mobilisé face à un « eux » haut perché.

Et pourtant, l'heure est cruciale. Il faut soigner cette nausée démocratique qui écœure jusqu'à saturation nos sociétés. Une question simple et profonde nous concerne tous. C'est elle qui doit nous guider pour répondre aux défis de notre temps : aurons nous prise, dans le monde incertain et dangereux qui

vient, sur nos existences ? Si nous le souhaitons, il faut construire des espaces de coopération sociale et économique alternatifs, à tous les niveaux, là « où on est », quotidiennement, comme il faut occuper Wall Street, les places ou les rues. Mais il faut également se mobiliser sur une autre tâche : occuper le pouvoir, la démocratie, les élections, aux niveaux local et national. Qui d'autre que le nombre pourra, en effet, « déprivatiser » la démocratie et la politique, décoloniser l'Etat des intérêts financiers et de l'influence des lobbies ?

Ce point est décisif. En période de crise profonde et sans possibilité aucune de retour à une situation historique antérieure, seules les propositions qui reposent sur un message clair - « le pouvoir, c'est vous, prenez-le ! » - peuvent impulser un mouvement large capable de faire bouger durablement les lignes dans la société. Après tout, les armées ne sont plus en mesure de faire tomber un gouvernement dans nos pays, les populations, elles, toujours. De surcroît, l'histoire nous enseigne que ce sont toujours les combats collectifs et articulés - pas les propositions autoritaires ou les expériences communautaires - qui renforcent les droits individuels et collectifs et qui améliorent les conditions d'existence des majorités sociales lorsque le rapport de forces avec les structures de pouvoirs l'autorise. Pour se réaliser, ces combats doivent alors s'appuyer sur la construction d'instruments politiques collectifs organisés. Ces derniers devront, demain plus qu'hier lorsqu'ils se reconstruiront, démontrer leur capacité d'entraînement au-delà de cadres de références culturelles, sociales et politiques qui se brouillent. La relation des individus à la politique ne se résume plus, en effet, à un positionnement structuré et strictement rationnel par rapport à la question de leur appartenance à des cadres organisationnels et idéologiques de droite ou de gauche.

C'est dans ce contexte qu'il faut admettre une chose : pour stopper le chaos destructeur en cours, rien ne pourra se faire sans remettre à l'endroit ce qui a été patiemment, avec opiniâtreté et efficacité technocratique, mis à l'envers depuis quarante ans : la souveraineté du peuple dans les affaires de la cité. Nous vivons aujourd'hui à l'heure d'un retournement orwellien qui voit présider la souveraineté des affaires - monde

des affaires, climat des affaires, scandales des affaires - dans la cité du peuple. Les seigneurs de la finance internationale règnent sur un « domaine transnational déterritorialisé » qui se dessine et se redessine sans cesse au travers de fils tissés dans un écheveau de pays, d'institutions nationales, internationales, d'accords ou de « méga-accords » de libre-échange, de chaînes de valeur productives et de textes juridiques internationaux complexes (dont ceux liés aux droits relatifs à la propriété intellectuelle). Dans cet archipel de la puissance et de l'accumulation, tout à la fois transnational, sauvage et obscur, ces seigneurs se meuvent, attaquent les peuples, se cachent, cachent, transforment, valorisent dans chaque recoin au rythme de l'instantanéité informatique - outil qu'ils s'approprient également au détriment des usagers et de leurs droits, notamment celui à la neutralité d'Internet -. Ils jouissent aussi et nous autorisent à les voir faire lorsque de Paris à Milan, de Sao Paulo à Bombay, de Londres à Luanda, leurs rejets apparaissent en ville - n'importe laquelle à distance raisonnable d'avion - pour s'étourdir quelques heures dans les quartiers luxueux de l'une ou de l'autre de ces villes ou prennent un avion de Paris pour déjeuner à Istanbul et dîner à Londres, ou vice-versa.

Ce territoire se situe au-delà de la terre connue des hommes ordinaires. Il leur est en réalité interdit et hors de portée. Les hommes et les femmes ordinaires, eux, organisent leur vie en commun, ainsi que leur insertion dans la production et le travail (hormis les hyper-cadres d'entreprises) dans des espaces territorialisés administrés par leurs institutions et, in fine, leurs Etats. Ce périmètre est celui dans lequel chaque individu vit intimement et socialement - les deux dimensions étant indissociables - sa confrontation avec les contradictions usantes du capitalisme.

Par là vient la question de la souveraineté populaire. La réappropriation de l'espace public disponible - en attendant peut-être un jour son extension géographique -, sa dépollution de l'endogamie du pouvoir politique avec le pouvoir économique et financier constituent une tâche prioritaire pour toutes celles et tous ceux qui veulent peser sur les évolutions du monde.

Certes, l'ouvrage est herculéen, mais n'en est pas moins déterminant pour notre futur. De surcroît, il doit s'envisager dans le cadre de nouvelles perspectives stratégiques. Il faut organiser le retour de la souveraineté populaire au cœur de l'Etat, tant il est l'un des écosystèmes vitaux de l'archipel de la puissance et de l'accumulation, et un instrument de régulation collective unique de nos sociétés. Au service des marchands, l'Etat n'est qu'un instrument de domination. Soumis à l'implication et au contrôle populaires, il reste un instrument de domination, mais devient également un instrument de matérialisation de l'intérêt général, lieu possible d'élaboration et de maintien de compromis. Dans la sphère globalisée, il est un promontoire à partir duquel il est possible d'agir dans l'environnement de l'archipel, d'abord sur un mode défensif, puis, si un rapport de forces le permet, plus offensif.

Dans le même temps, réorganiser des « règles communes » et en inventer de nouvelles face aux intérêts transnationaux ne suffit pas. Il faut accompagner ce mouvement par l'expérimentation de nouvelles formes d'expression de la souveraineté populaire. Sa restauration ne saurait, en effet, se résumer à la question de l'Etat. La société souffre également de la domination de l'Etat et se modifie en dehors et contre lui.

Aux 19^e et 20^e siècles, il revenait aux partis (du mouvement ouvrier pour la gauche) de conquérir ce pouvoir d'Etat. Comme nous l'avons esquissé, cette stratégie n'y suffit plus. De plus, les partis et la forme parti (centralisée, territorialisée, standardisée dans l'héritage de la seconde révolution industrielle dont elle a épousé harmonieusement l'organisation des grands systèmes de production d'alors - les usines -, ainsi que les formes de l'administration des Etats qu'elle souhaitait reproduire) sont remis en cause. Tout du moins, les partis le sont comme véhicules prioritaires des demandes de la société. Ils continuent de gérer un système étatique et économique - ils le feront jusqu'à sa rupture - auquel ils sont subordonnés et reflètent les nuances d'orientation existantes au sein des castes oligarchiques. A l'avenir, les systèmes partisans demeureront, mais l'influence des partis décroîtra dans la société à mesure

que les demandes sociales trouveront, par nécessité, d'autres formes d'expression en dehors d'eux.

De tout ceci, il résulte une situation confuse. Le système et la classe politiques sont sévèrement contestés. Les peuples saisissent parfaitement la situation dans laquelle ils sont plongés pendant que les castes oligarchiques se régalent. Les grandes questions - économiques, monétaires et financières en premier lieu - qui affectent les conditions de vie quotidienne des populations et qui façonnent l'évolution de nos sociétés, ainsi que les relations entre elles à l'échelle internationale, ne sont plus entièrement décidées par les gouvernements, et plus du tout par les peuples. Plus exactement, elles ont été exfiltrées du champ de la délibération démocratique commune par les représentants politiques pour faire l'objet de négociations obscures et lointaines entre exécutifs étatiques soutenus par leurs partis de gouvernement et leurs alliés dans les institutions - y compris « de gauche » - et les autres structures de pouvoir du système financier (institutions financières internationales, Banque centrale européenne, Commission européenne, agences, lobbies, etc.)

Les partis politiques de régime sont de plus en plus perçus comme des chiens de garde du système. Et ce système lui-même se disqualifie aux yeux de secteurs toujours plus larges de la société. Les consensus sociaux et culturels qu'il avait élaborés pour s'assurer le contrôle social des individus et des collectivités se lézardent chaque jour un peu plus. Ce système ne propose plus, lui non plus, de récit mobilisateur dans nos pays du Vieux Monde. Au contraire, il devient générateur de désenchantement, de violences et d'insécurité permanente et ne sait, en réalité, comment résoudre ses contradictions. Il n'a pas de plan de sortie à offrir et brûle ses derniers vaisseaux de propagande : « aujourd'hui la réforme, demain le retour de la croissance » assène-t-il. Les castes oligarchiques savent pertinemment que ces dernières illusions sont des mensonges.

Dans ces conditions, n'est peut-être pas le plus faible celui qu'on croit. Et alors, revendiquer un changement de régime, par l'élection d'une assemblée constituante, prend un sens. Cette proposition revient simplement à tirer sur un fil

conducteur. Elle pose un acte permettant, non plus de proclamer abstraitement le peuple, mais de lui donner les moyens concrets d'exister et d'enclencher ainsi un processus de récupération et de restauration créatrice de la souveraineté populaire, d'ouvrir un chemin permettant à tous de prendre parti sur les questions politiques, économiques, climatiques, institutionnelles, sociétales qui les concernent directement. Obtenir une telle élection ne constituerait qu'une première étape qui ne garantirait en rien l'avènement mécanique d'un régime de progrès humain. Elle ouvrirait, au sein de la société, un espace de confrontation majeur entre les forces progressistes, réactionnaires et celles de l'inertie. Mais cette fois-ci, le combat se déroulerait, sous le contrôle direct du peuple, avec les mêmes règles du jeu pour tous.